



Faire GRÈVE pour que tout S'ARRÊTE !

Ce gouvernement, nos directions, font tout pour laisser penser que le mouvement actuel, d'une durée et d'une ampleur qui ne laissent aucun doute sur l'exaspération du peuple et ses aspirations, serait isolé, minoritaire, et insignifiant au point de ne rien empêcher de continuer à fonctionner.

C'est pourquoi, pour affirmer notre volonté de construire ce mouvement et de le poursuivre, la CGT FERC Sup a décidé de ne plus participer à aucune instance dite de « dialogue social ».

Les élu-es et mandaté-es de la CGT FERC Sup ne siègent donc plus au CTMESR, ni au CNESER, ni au CT-U : elles et ils ne participent plus aux simulacres de concertations mis en scène par le ministère.

Depuis le 5 décembre dernier, **notre priorité, dans ce moment social historique, est d'être parmi les collègues et les étudiant-es pour construire et amplifier la mobilisation contre le projet de réforme des retraites et contre les orientations qui se dessinent pour la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.**

Depuis le 5 décembre, des travailleurs et travailleuses, des collègues, des camarades sont partout en grève **pour défendre des valeurs sociales et un modèle de société** dont les enjeux majeurs dépassent largement le contexte de ces instances.

Cette mobilisation nationale d'une ampleur inédite contre la contre-réforme des retraites, soutenue par plus de 70% de la population, nous engage ! Chaque semaine et toujours aujourd'hui, de multiples actions ont lieu pour dénoncer l'inacceptable, partout en France et dans toutes les professions. **Nous nous devons d'être solidaires de ce mouvement et nous y impliquer pleinement plutôt que le trahir en nous prêtant au jeu de massacre imposé par le ministère et le gouvernement qui avancent obstinément leurs projets de destruction massive en ignorant ostensiblement l'opposition et la révolte populaire.**

Faire grève, c'est aussi arrêter toute discussion qui ne concerne pas une négociation issue des revendications des travailleurs et travailleuses, notamment sur leurs traitements, salaires, pensions et retraites qui se tiendront une fois que le retrait du projet de réforme aura été obtenu.

Depuis quelques semaines, l'inquiétude va grandissante. La colère gronde et ne cesse de monter dans l'ESR contre cette contre-réforme des retraites mais aussi contre la future Loi de programmation pluriannuelle de la recherche. Les annonces sur les projets ministériels dont nous avons eu connaissance la semaine dernière sont plus qu'inquiétantes.

Nous avons bien compris, avec nos collègues enseignant-es, enseignant-es-chercheur-ses, chercheur-ses, IT et BIATSS, qui seront tous et tou-tes concerné-es, dans les laboratoires et composantes, que ces propositions aboutissent :

- à augmenter plus encore la précarité, à augmenter les primes au mérite, à valoriser la prétendue « excellence » (augmenter le nombre de « chaires »), à flécher toujours plus les budgets, à supprimer le cadre national du service d'enseignement (avec la modulation de service) et à faire exploser la procédure de qualification collégiale nationale ;
- à créer une voie de recrutement contractuelle au détriment des maîtres de conférences, chercheur·ses, ingénieur·es et technicien·nes fonctionnaires (avec la « tenure-track », ou le contrat de projet).

Après l'« autonomie » qui a permis de déconcentrer la masse salariale et de transférer la gestion de la pénurie dans les établissements, après l'instauration de la sélection qui permet de réguler les flux d'étudiant·es à travers la réduction de la capacité d'accueil des formations d'autre part, l'objectif aujourd'hui est de donner les moyens aux établissements d'agir directement sur la réduction de leur masse salariale qui représente aujourd'hui dans tous les établissements plus de 80 % du budget global.

Nos collègues de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont partout mobilisé·es, vent debout contre ces réformes destructrices et exigent le débat. Les seules réponses qui leur sont opposées sont la répression et la négation de leur droit à l'expression à travers le mépris d'une ministre qui prétexte tantôt leur incapacité à comprendre, tantôt des « mensonges » ou « rumeurs » qui travestiraient ses projets. Que de mépris !

La communauté universitaire et scientifique mérite plus de considération. La CGT FERC Sup n'ignore pas et respecte le combat des travailleurs et des travailleuses de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les militantes et militants de la CGT FERC Sup sont parmi celles et ceux qui luttent pour le bien commun et participent activement à la mobilisation pour qu'elle s'amplifie et porte des revendications claires et déterminées pour une société fondée sur la solidarité assurant à toutes et tous une vie et une retraite dignes et l'accès du plus grand nombre à un service public national d'enseignement supérieur et de recherche, laïque, démocratique et émancipateur.

La CGT FERC Sup appelle l'ensemble des personnels et leurs syndicats CGT à poursuivre et amplifier la mobilisation, à organiser des AG pour construire de manière effective et complète la mise à l'arrêt de leurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche à partir du 5 mars.

Montreuil, le 13 février 2020

